

Commune de SAINT LAURENT D'AGNY

date de dépôt : **30/11/2020**
date d'affichage en mairie :
demandeur : **SAS PLATIERES NORD**
représentée par **Madame Elodie LABALME**
pour : **modification de la surface de
plancher autorisée dans l'ensemble du
lotissement : 26 000 m²**
adresse terrain : **Route de Ravel**
69440 SAINT LAURENT D'AGNY

ARRÊTÉ

**accordant un permis d'aménager modificatif
au nom de la commune de SAINT LAURENT D'AGNY**

Le maire de SAINT LAURENT D'AGNY,

Vu la demande de permis d'aménager modificatif présentée le 30/11/2020 par SAS PLATIERES NORD représentée par Madame Elodie LABALME demeurant 14 Chemin de la Plaine 69390 Vourles ;

Vu l'objet de la demande :

- pour modification de la surface de plancher autorisée dans l'ensemble du lotissement : 26 000 m² ;
- sur un terrain situé Route de Ravel 69440 SAINT LAURENT D'AGNY ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune approuvé le 15/04/2013, modifié le 04/06/2018, le 08/04/2019 et le 07/10/2019 ;

Vu la déclaration de projet relative à l'extension du parc d'activités des Platières emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Laurent-d'Agnny ;

Vu la délibération du 10/02/2020 approuvant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Laurent-d'Agnny relative au projet d'extension de la zone d'activités des Platières ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Pays Mornantais n°CC-2020-001 du 10/02/2020 approuvant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Laurent-d'Agnny relative au projet d'extension de la zone d'activités des Platières ;

Vu le permis d'aménager n°069 219 19 00002 accordé en date du 31/07/2020 et transféré en date du 04/11/2020 ;

Vu l'actualisation de l'évaluation environnementale ;

Vu l'avis rendu tacite n°2021APARA15 / 2020-ARA-AP-1088 en date du 10/02/2021 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale ;

Vu l'avis du Département du Rhône – service voirie Sud en date du 19/01/2021 ;

Vu l'arrêté municipal n°21a-v10 en date du 11/02/2021 prescrivant une mise à disposition du public par voie électronique du projet de demande de permis d'aménager modificatif

Vu l'absence d'observation émises par le public par voie électronique pendant toute la durée de la procédure de participation du public ;

Vu la synthèse thématique des contributions déposées sur le site internet ainsi que les réponses apportées par la commune en date du 01/04/2021 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis d'aménager MODIFICATIF est **ACCORDÉ**.

Article 2

Le nombre maximum de lots dont la réalisation est autorisée est de 1 macrolot divisible en 7 lots maximum.

La surface de plancher dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de 26 000 m².

La répartition de cette surface entre les différents lots devra être effectuée de la façon suivante : la constructibilité sera déterminée à la vente de chaque lot. Le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Article 3

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis d'aménager initial.

Fait à SAINT LAURENT D'AGNY,

Le 08/01/2011

Le maire,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

